

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 29 septembre 2021

Objet n° 13 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Conseillers communaux; M. Yuri DEBELDER, conseiller communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Axel Bernard, Taoufik Ben addi, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Naima Belkhatir, Conseiller communal.

#Objet : Ordonnance de police interdisant la consommation d'alcool sur la voie publique dans le quartier nord et aux alentours - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 119bis, 133 et 135, § 2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse publique et notamment son article 4, interdisant quiconque de servir des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques ;

Considérant que la police a communiqué des chiffres représentatifs des cas d'ivresse publique et de troubles à l'ordre public localisés dans le périmètre visé par le présent règlement ; que les services de police ont constaté des faits de trouble à l'ordre public liés à la consommation d'alcool dans le quartier Nord plus particulièrement, le périmètre délimité par les rues de Brabant du n° 31 au 207 & n° 116 au 272 inclus (1030), Aerschot du n° 4 au 274 & 1 au 267 inclus (1030), Verte du n° 75 au 245 & 82 au 244 inclus (1030), Quatrecht (1030), Dupont (1030) Allard (1030), Fraternité (1030), Rogier du n° 112 au 178 & n° 119 au 193 inclus (1030), d'Hoogvorst (1030), De Potter (1030), des Palais du n° 1 au 181 & n° 2 au 230 inclus (1030), Liedts (1030), des plantes du n° 113 au 139 & n° 104 à 126 inclus (1030), Linné du n° 101 au 121 & n° 116 à 140 inclus (1030), de la poste du n° 100 au 120 & n° 105 à 115 (1030) et avenue de la Reine du n° 1 au 59 & n° 2 au 50 inclus (1030), ainsi que les places Liedts (1030) et de la Reine (1030) ;

Considérant qu'en effet, durant la période allant du 15 juin 2019 au 8 juin 2021, pas moins de 66 faits liés à une consommation abusive d'alcool sur la voie publique ont pu être constatés dans cette zone ;

Considérant que, dans un rapport du 28 octobre 2019, la police a fait le bilan de l'application de l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 19 juillet 2019 relative à l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique dans un secteur délimité du quartier Nord ; qu'il s'avère que l'ordonnance temporaire avait permis une diminution du nombre de coups et blessures sur la voie publique, dans ce quartier, de 47 % pour les mois de juillet, août et septembre 2019 par rapport à ceux de 2018 ;

Considérant qu'on assiste de plus en plus à un phénomène de consommation d'alcool sur la voie publique, en dehors de tout contexte festif ou événementiel, hors de tout établissement ou terrasse, et que cette consommation est génératrice de troubles ;

Considérant que les nuisances sont tantôt des nuisances sonores (cris intenses, bris de bouteilles en verre, etc.), tantôt des atteintes à la sécurité publique (bagarres avec bouteilles, dégradations ou vols), tantôt des atteintes à la propreté publique (souillures, vomissements ainsi que la présence de déchets tels que cannettes, bouteilles, papiers), ainsi que des comportements inappropriés envers les riverains ou les passants (injures, vociférations, cris, harcèlement, etc.) ;

Considérant que les nuisances ainsi décrites résultent directement du comportement de personnes en état d'ébriété sur la voie publique ;

Considérant par ailleurs que la consommation de boissons alcoolisées est de nature à augmenter le risque de survenance de ces nuisances ainsi que d'autres agissements violents et, partant, le risque de troubles ;

Considérant que les plaintes enregistrées émanent principalement de riverains et de passants localisés dans le quartier Nord de la Commune ;

Considérant que ce périmètre est le lieu habituel de rassemblement de personnes lors d'événements importants ;

Considérant que les comportements violents constatés dans les rapports de police trouvent leur origine première dans une consommation excessive de boissons alcoolisées ; qu'il convient dès lors d'en interdire la consommation entre 20h00 et 8h00, cette interdiction constituant la seule mesure adéquate et proportionnée au regard de l'atteinte portée à l'ordre public et la tranquillité publique ;

Considérant que cette situation découle de la consommation de boissons alcoolisées sur l'espace public durant la nuit ;

Considérant qu'il ressort des rapports de police que les personnes impliquées dans ces désordres sont majoritairement des consommateurs d'alcool sur l'espace public ;

Considérant que la vie des riverains et des passants est gravement perturbée et que leur quiétude, leur sécurité, sont insuffisamment

garanties au-delà de 20h00 ;

Considérant qu'il y a lieu de restreindre la consommation de boissons alcoolisées en soirée afin d'éviter les comportements troublant l'ordre public et les attroupements d'individus ivres dans le périmètre susvisé ;

Considérant que l'alcool ne peut être considéré comme un produit de première nécessité et que la restriction des horaires de consommation de boissons alcoolisées sur l'espace public ne présente pas le caractère d'une interdiction générale et absolue ;

Considérant que les débits de boissons, les établissements HoReCa et les terrasses de ces derniers ne sont pas visés par la présente mesure ; qu'en effet, ces derniers sont tenus à une obligation spécifique de par l'article 4 de l'arrêté loi du 14 novembre 1939 qui interdit de servir des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre ; que cette protection est suffisante pour empêcher les troubles ;

Considérant en outre que les personnes en état d'ébriété représentent des cibles faciles pour des personnes mal intentionnées qui n'hésitent pas à profiter de cette fragilité temporaire pour commettre des agressions de quelque nature dont des faits de vol à leur rencontre ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité communale de prendre les mesures adaptées et proportionnelles afin d'assurer le maintien de l'ordre public, que face aux atteintes décrites ci-avant, la seule mesure efficace et utile est d'interdire la consommation de boissons alcoolisées sur l'espace public entre 20h00 et 08h00 dans le périmètre défini ci-après ;

Considérant qu'il ressort que des problèmes majeurs liés au maintien et au rétablissement de l'ordre public doivent être appréhendés sur le territoire nord de la Commune ;

Considérant le grand nombre de personnes présentes dans les quartiers susmentionnés ;

Considérant que les troubles constatés et liés à la consommation d'alcool risquent de s'aggraver compte tenu du nombre de personnes identifiées par les services de police comme ayant troublé ou participé directement à un trouble à l'ordre public ;

Considérant qu'afin de ramener la sécurité et la tranquillité publiques dans cet espace public, une mesure d'interdiction de consommation d'alcool sur la voie publique est la seule mesure efficace vu les constats émis par les services de police ;

DECIDE

Article 1^{er} :

§ 1. Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique de 20h00 à 08h00 dans le quartier délimité par les rues de Brabant du n° 31 au 207 & n° 116 au 272 inclus (1030), Aerschot du n° 4 au 274 & 1 au 267 inclus (1030), Verte du n° 75 au 245 & 82 au 244 inclus (1030), Quatrecht (1030), Dupont (1030) Allard (1030), Fraternité (1030), Rogier du n° 112 au 178 & n° 119 au 193 inclus (1030), d'Hoogvorst (1030), De Potter (1030), des Palais du n° 1 au 181 & n° 2 au 230 inclus (1030), Liedts (1030), des plantes du n° 113 au 139 & n° 104 à 126 inclus (1030), Linné du n° 101 au 121 & n° 116 à 140 inclus (1030), de la poste du n° 100 au 120 & n° 105 à 115 (1030) et avenue de la Reine du n° 1 au 59 & n° 2 au 50 inclus (1030), ainsi que les places Liedts (1030) et de la Reine (1030) ;

Les distributeurs automatiques de boissons alcoolisées sont interdits dans les lieux publics.

On appelle boisson alcoolisée, toute boisson (fermentée, macérée, distillée ou autre) contenant de l'alcool éthylique ou éthanol.

§ 2. Ces interdictions valent sur l'espace public du territoire communal (tel que délimité au § 1) en dehors de toute installation prévue à cet effet et dûment autorisée telle que les terrasses de débits de boissons, restaurants et snacks.

§ 3. Il est interdit d'abandonner des bouteilles, canettes et autres objets, déchets ou débris sur la voie publique ou dans les propriétés privées.

Article 2 :

§ 1. Le Bourgmestre peut accorder des dérogations à cette interdiction dans le cadre d'organisations privées ou publiques, liées à des situations objectives et impersonnelles.

Il peut assortir cette dérogation de toutes conditions qu'il jugera bon de poser en fonction des circonstances.

§ 2. Ces dérogations seront notamment d'application:

1° pour les obtentions des débits de boissons régulièrement et préalablement autorisés sur la voie publique;

2° à l'occasion d'événements festifs particuliers.

Article 3 :

Le Bourgmestre peut prendre toute mesure de police administrative en vue de faire respecter les interdictions formulées aux articles 1^{er} et 2 de la présente ordonnance.

Article 4 :

Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une amende administrative de 1 à 350 euros.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire désigné par le Conseil Communal.

La sanction prononcée est notifiée à l'auteur de l'infraction par pli recommandé.

Les mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accompli au moment des faits peuvent faire l'objet d'une amende administrative, dont le maximum est fixé à 175 euros.

Article 5 :

La présente ordonnance sera publiée par voie d'affiche.

La date et le fait de cette publication seront constatées par une annotation dans le registre des publications des règlements et ordonnances de l'autorité communale.

La présente ordonnance deviendra obligatoire le 5^{ème} jour suivant celui de sa publication par voie d'affichage.

L'affiche mentionnera sa date d'adoption et son objet; elle indiquera que le texte complet de l'ordonnance pourra être consulté par le public au secrétariat communal et précisera les jours et heures de consultation.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 septembre 2021.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 29 september 2021

Voorwerp nr 13 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Gemeenteraadsleden; H. Yuri DEBELDER, Gemeenteraadslid; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Axel Bernard, Taoufik Ben addi, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Naima Belkhatir, Gemeenteraadslid.

#Voorwerp : Politieverordening waarbij het gebruik van alcohol op de openbare weg in en rond de noordelijke buurt verboden wordt - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 119bis, 133 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van openbare dronkenschap, en met name artikel 4, die aan éénieder verbiedt om dronken makende dranken op te dienen aan een persoon die kennelijk dronken is;

Overwegende dat de gemeenten als missie hebben om de orde te handhaven voor de buurtbewoners, en meer bepaald wat betreft de openbare rust, veiligheid en netheid;

Overwegende dat de politie cijfers heeft meegedeeld die representatief zijn voor gevallen van openbare dronkenschap en verstoring van de openbare orde in de perimenter die onder deze verordening valt ; dat de politiediensten een aantal feiten van verstoring van de openbare orde hebben vastgesteld die verband houden met alcoholgebruik, meer bepaald in de perimenter afgebakend door de Brabantstraat van nr. 31 tot en met 207 & nr. 116 tot en met 272 (1030), de Aarschotstraat van nr. 4 tot en met 274 & 1 tot en met 267 (1030), de Groenstraat van nr. 75 tot en met 245 & 82 tot en met 244 (1030), de Kwatrechtstraat (1030), de Dupontstraat (1030), de Allardstraat (1030), de Broederschapstraat (1030), de Rogierstraat van nr. 112 tot en met 178 & nr. 119 tot en met 193 (1030), de Hoogvorststraat (1030), De Potterstraat (1030), Paleizenstraat van nr. 1 tot en met 181 & nr. 2 tot en met 230 (1030), Liedtsstraat (1030), Plantenstraat van nr. 113 tot en met 139 & nr. 104 tot en met 126 (1030), Linnestraat van nr. 101 tot en met 121 & nr. 116 tot en met 140 (1030), Poststraat van nr. 100 tot en met 120 & nr. 105 tot en met 115 (1030) en Koninginnelaan van nr. 1 tot en met 59 & nr. 2 tot en met 50 (1030), alsmede de Liedtsplein (1030) en Koninginneplein (1030);

Overwegende dat, inderdaad, er in de periode van 15 juni 2019 tot 8 juni 2021 namelijk maar liefst 66 feiten werden vastgesteld met betrekking tot overmatig alcoholgebruik op de openbare weg in dit gebied;

Overwegende dat de politie in een rapport van 28 oktober 2019 de balans opmaakt van de toepassing van de politieverordening van de burgemeester van 19 juli 2019 met betrekking tot het verbod op het nuttigen van alcoholische dranken op de openbare weg in een afgebakend deel van de Noordwijk ; daaruit blijkt dat het tijdelijke bevel het aantal mishandelingen en slagen op de openbare weg in deze buurt in de maanden juli, augustus en september 2019 met 47 % heeft verminderd in vergelijking met die van 2018;

Overwegende dat we in toenemende mate te maken krijgen met een fenomeen van alcoholconsumptie op de openbare weg, buiten het kader van feestelijkheden of evenementen en buiten etablissementen of terrassen, en dat deze consumptie overlast veroorzaakt;

Overwegende dat de overlast de vorm aanneemt van geluidsoverlast (luide schreeuwen, breken van glazen flessen, enz.), inbreuken op de openbare veiligheid (vechtpartijen met flessen, vandalisme of diefstal) of de openbare netheid (vlekken, overgeefsel, alsmede de aanwezigheid van afval zoals blikjes, flessen en papier), evenals van ongepast gedrag ten aanzien van de buurtbewoners en voorbijgangers (beledigingen, schreeuwen, pesterij, enz.);

Overwegende dat de beschreven overlast een direct gevolg is van het gedrag van dronken personen op de openbare weg;

Overwegende dat de consumptie van alcoholische dranken het risico op deze overlast en andere gewelddadige handelingen, en bijgevolg het risico op onlusten, verhoogt;

Overwegende dat de geregistreerde klachten voornamelijk afkomstig zijn van bewoners en passanten gevestigd in de Noordwijk van de gemeente;

Overwegende dat deze perimenter de gebruikelijke verzamelplaats is voor mensen tijdens belangrijke evenementen;

Overwegende dat de oorzaak van de vastgestelde gewelddadige gedragingen te vinden is in de overmatige consumptie van alcoholische dranken; dat het derhalve noodzakelijk is om de consumptie ervan te verbieden tussen 20u00 en 8u00, dit verbod zijnde de enige geschikte en evenredige maatregel ten aanzien van deze schendingen van de openbare orde en rust;

Overwegende dat deze situatie voortvloeit uit de consumptie van alcoholische dranken op de openbare ruimte tijdens de nacht;

Overwegende dat de personen betrokken bij deze onlusten hoofdzakelijk personen zijn die alcohol consumeren in de openbare ruimte;

Overwegende dat het leven van de bewoners en voorbijgangers ernstig wordt verstoord en dat hun rust en hun veiligheid onvoldoende verzekerd is na 20u00;

Overwegende dat het noodzakelijk is de consumptie van alcoholische dranken te beperken om de gedragingen die de openbare orde verstoren en de samenscholing van dronken personen te vermijden;

Overwegende dat alcohol niet kan worden beschouwd als een noodzakelijk product en dat het beperken van de uren waarbinnen de consumptie ervan is toegestaan op de openbare ruimte niet de vorm aanneemt van een algemeen en absoluut verbod;

Overwegende dat deze maatregel geen betrekking heeft op cafés, horecazaken en diens terrassen; dat deze er immers toe gehouden zijn de verplichting vervat in artikel 4 van de besluitwet van 14 november 1939 na te leven, dat bepaalt dat het verboden is alcoholische dranken te serveren aan personen die kennelijk dronken zijn; dat deze beveiliging voldoende is om verstoringen te voorkomen;

Overwegende dat personen in staat van dronkenschap bovendien een makkelijk doelwit vormen voor personen met kwade bedoelingen die niet aarzelen om van deze tijdelijke kwetsbaarheid gebruik te maken om allerlei soorten misdrijven, waaronder diefstal, te plegen;

Overwegende dat het aan de gemeente toekomt om passende en evenredige maatregelen te nemen om de handhaving van de openbare orde te verzekeren, en dat de enige effectieve en nuttige maatregel tegen de hierboven beschreven aantastingen van de openbare orde het verbod is van de consumptie van alcoholische dranken op de openbare ruimte tussen 20u00 en 8u00;

Overwegende dat blijkt dat grote problemen in verband met de handhaving en het herstel van de openbare orde moeten worden aangepakt op het noordelijke grondgebied van de gemeente;

Overwegende het grote aantal aanwezigen in de genoemde wijken;

Overwegende het feit dat de vastgestelde problemen te wijten aan het gebruik van alcohol dreigen te verergeren rekening houdend met het aantal personen die door de politiediensten werd geïdentificeerd vanwege het verstoren van de openbare orde of het rechtstreeks deelnemen aan de verstoring van de openbare orde;

Overwegende dat om de veiligheid en de openbare rust in deze openbare ruimte terug te brengen, een verbodsmaatregel op het gebruik van alcohol op de openbare weg, de enige doeltreffende en noodzakelijke maatregel is gezien de vaststellingen van de politiediensten;

BESLUIT

Artikel 1:

§ 1. De consumptie van alcoholische dranken, op openbare plaatsen is verboden van 20u00 tot 8u00 op het grondgebied van de Brabantstraat van nr. 31 tot en met 207 & nr. 116 tot en met 272 (1030), de Aarschotstraat van nr. 4 tot en met 274 & 1 tot en met 267 (1030), de Groenstraat van nr. 75 tot en met 245 & 82 tot en met 244 (1030), de Kwatrechtstraat (1030), de Dupontstraat (1030), de Allardstraat (1030), de Broederschapstraat (1030), de Rogierstraat van nr. 112 tot en met 178 & nr. 119 tot en met 193 (1030), de Hoogvorststraat (1030), De Potterstraat (1030), Paleizenstraat van nr. 1 tot en met 181 & nr. 2 tot en met 230 (1030), Liedtsstraat (1030), Plantenstraat van nr. 113 tot en met 139 & nr. 104 tot en met 126 (1030), Linnestraat van nr. 101 tot en met 121 & nr. 116 tot en met 140 (1030), Poststraat van nr. 100 tot en met 120 & nr. 105 tot en met 115 (1030) en Koninginnelaan van nr. 1 tot en met 59 & nr. 2 tot en met 50 (1030), alsmede de Liedtsplein (1030) en Koninginneplein (1030);

Verkoopautomaten voor alcoholische dranken zijn op openbare plaatsen verboden.

Onder alcoholische drank wordt verstaan elke drank (gegist, geweekt, gedistilleerd of andere) dat ethylalcohol of ethanol bevat.

§ 2. Deze verboden gelden voor de openbare ruimte van het gemeentelijk grondgebied, met uitzondering van de daartoe voorziene en naar behoren gemachtigde voorzieningen, zoals de terrassen van drankgelegenheden, restaurants en snacks.

§ 3. Het is verboden flessen, blikken en andere voorwerpen, afval of puin achter te laten op de openbare weg of in privé-eigendom.

Artikel 2:

§ 1. De burgemeester kan in het kader van private of publieke organisaties ontheffingen verlenen van dit verbod, gekoppeld aan objectieve en onpersoonlijke situaties.

Hij kan aan deze afwijking elke voorwaarde toevoegen die hij passend acht, afhankelijk van de omstandigheden.

§ 2. Deze afwijkingen zijn met name van toepassing:

1° voor het verkrijgen van reguliere en vooraf erkende drankgelegenheden op de openbare weg;

2° ter gelegenheid van speciale feestelijke evenementen.

Artikel 3:

De Burgemeester kan elke maatregel van bestuurlijke politie nemen met het oog op de handhaving van de in de artikelen 1 en 2 van deze verordening geformuleerde verboden.

Artikel 4:

Overtredingen van deze verordening worden bestraft met een administratieve boete van 1 tot 350 euro.

De bestuurlijke boete wordt opgelegd door de door de gemeenteraad aangewezen ambtenaar.

De uitgesproken sanctie wordt per aangetekende brief aan de overtreder meegedeeld.

Minderjarigen die ten tijde van de feiten de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt, kunnen een bestuurlijke boete krijgen, met een maximum van 175 euro.

Artikel 5:

Deze verordening wordt op affiche gepubliceerd.

De datum en het feit van deze publicatie wordt door aantekening in het publicatieregister van de reglementen en verordeningen van het gemeentebestuur vermeld.

Deze verordening wordt bindend op de 5e dag volgende op die van publicatie door middel van aanplakking.

Op het aanplakbiljet wordt de datum van adoptie en het onderwerp vermeld; daarin wordt aangegeven dat de volledige tekst van de verordening voor het publiek kan worden geraadpleegd op het gemeentesecretariaat en worden de dagen en uren van raadpleging vermeld.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 september 2021.

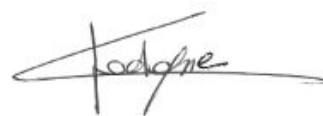
De Gemeentesecretaris,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a smaller 'N' and a trailing flourish.

David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, stylized 'C' followed by 'Jodogne' and a long horizontal flourish.

Cécile JODOGNE